



MN/SC

## COMMUNIQUÉ

### **Pour la distribution de la presse, à Presstalis et au gouvernement de se situer au niveau des enjeux**

Le 22 janvier dernier, la direction générale de Presstalis ne s'est pas hissée au niveau qu'exige aujourd'hui la situation de l'entreprise en refusant de s'inscrire dans le projet présenté par notre organisation syndicale.

Ce projet a une vraie pertinence :

- **industrielle**, avec deux centres de traitement en région parisienne,
- **économique**, en améliorant les organisations du travail,
- **sociale**, en ne laissant pas d'incertitudes sur des départs contraints.

Les timides avancées, bien insuffisantes, que la direction a annoncées s'inscrivent encore dans une logique d'effacement et de disparition programmée de l'entreprise et du système coopératif dans son ensemble.

Le SGLCE CGT demande à la direction de reprendre les discussions dans les prochains jours sur ses bases afin de bâtir un projet cohérent et surtout porteur d'avenir pour la profession et ses salariés.

Le gouvernement vient d'annoncer la création d'un groupe de travail pour la refonte des aides à la presse. Notre syndicat note, une fois de plus, que les salariés, comme les diffuseurs, ne sont pas conviés à ce groupe de réflexion. Ils ont pourtant des propositions intéressantes qui sont peu entendues habituellement.

La refonte des aides à la presse est indispensable et demandée par tous ceux qui veulent sauver la presse écrite et, là encore, lui permettre un avenir.

Mais la situation exige plus. Elle requiert la tenue d'une véritable table-ronde sous l'égide de l'État, incluant les parlementaires et toutes les composantes de la profession. Il y a bien un caractère d'urgence à débattre de tous les aspects de la filière.

Il faut avancer plus vite et avec une autre ambition pour que la distribution de la presse conserve son caractère pluraliste et démocratique.

Paris, le 24 janvier 2013